

TERMES DE REFERENCE



Formation en politique et économie de l'énergie

Djibouti-ville (Djibouti)

Du 8 au 19 octobre 2018

En marge de la Conférence sur les énergies renouvelables du 21 au 23 octobre 2018



Juillet 2018

En partenariat avec



1. Contexte

Défis énergétiques et climatiques

Le devenir de la population africaine est incertain du fait de deux enjeux majeurs, à savoir le manque d'accès aux services énergétiques modernes et la vulnérabilité associée aux changements climatiques. Ces enjeux s'illustrent au travers des défis suivants :

- Un faible accès aux services énergétiques modernes : seulement 1 personne sur 4 a accès à l'électricité, une grande partie des infrastructures scolaires, sanitaires et communautaires n'a pas d'accès à l'électricité, notamment en milieu rural ;
- Une qualité insuffisante de l'accès aux services électriques quand ils sont disponibles (coupures, variations de tensions, etc.) ;
- Une forte dépendance à la biomasse pour la cuisson et ses corollaires en termes de risques pesant sur la santé humaine, notamment les femmes et sur l'environnement au titre du déséquilibre du couvert forestier aggravant le processus de désertification et changements climatiques ;
- Les actions concrètes que les différentes parties prenantes à la chaîne énergétique doivent poser pour répondre aux exigences de développement sobre en carbone promues par l'Accord de Paris sur les changements climatiques et de l'Agenda 2030 des Nations-Unies pour le développement durable ;
- La grande vulnérabilité climatique des systèmes énergétiques, en particulier la biomasse et l'hydroélectricité, dont dépendent fortement les pays de la région ;
- Les exigences d'équité en matière d'accès à l'électricité en milieu rural et en milieu urbain ;
- Et finalement, le manque criard de données fiables ou conformes aux standards internationaux, ce qui réduit l'attraction des investisseurs puisque sans données, aucun suivi et évaluation n'est possible.

Des opportunités pour repenser la planification énergétique

Aujourd'hui, un changement de modèle énergétique s'impose en Afrique pour des raisons de souveraineté énergétique, d'équité dans l'accès aux services énergétiques et d'exigences de contributions déterminées au niveau national (CDN) au titre des changements climatiques et pour l'atteinte des Objectifs de Développement.

Or, la zone se retrouve face à un momentum favorable à saisir. D'une part, l'initiative des Nations-Unis pour l'accès à l'énergie moderne pour tous (SE4ALL) démontre la volonté internationale de placer l'accès aux services énergétiques au centre des priorités d'investissements, et de recourir davantage aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique pour soutenir les efforts de développement sobre en carbone. D'autre part, le développement des marchés des technologies et équipements appropriés pour les clientèles plus pauvres connaît une rapide accélération.

Ces développements requièrent une nouvelle forme de planification, centrée sur les besoins et constamment révisée pour redéfinir le modèle énergétique de la région et les politiques associées. Or, la politique énergétique et sa planification requièrent des données fiables et des outils de modélisation pour guider les décideurs, orienter les investisseurs et informer les citoyens, autrement dit, permettre de suivre comment les décisions contribuent favorablement à une croissance responsable qui réconcilie développement économique, protection de l'environnement et réduction des inégalités.

Ces défis sont à l'origine des réflexions engagées ici et là pour réinventer notre avenir énergétique en réalisant les nécessaires transitions vers des systèmes énergétiques permettant une croissance responsable qui réconcilie développement économique, protection de l'environnement et réduction des inégalités.

Ces défis suggèrent surtout une plus grande implication des États dans l'organisation et le développement du secteur. Tous les acteurs leur reconnaissent aujourd'hui un rôle de 1er plan dans l'ensemble des processus engagés. Il est en effet de leur responsabilité, entre autres choses, de :

- définir les politiques et les filières industrielles idoines, les lois réglementant l'organisation du secteur et les obligations de service public ;
- assurer la sécurité des approvisionnements, protéger le pays des risques industriels majeurs comme les OPA inamicales ;
- fixer les conditions de protection de l'environnement (lutte contre les changements climatiques...) et de rendement énergétique ;
- mettre en place des systèmes de collecte de données pour une meilleure planification des systèmes énergétiques.

Il leur faut, pour ce faire, des politiques de l'énergie en cohérence avec les politiques de développement, nationale et sectorielles. Il leur faut surtout des hommes et des femmes et des institutions capables de concevoir de telles politiques et de les mettre en œuvre avec efficacité.

2. Objet et objectifs du cours

Le principal objet de ce cours est de doter ces acteurs du secteur des outils dont ils ont besoin pour construire ces politiques et en assurer une mise œuvre réussie.

Il vise ainsi à développer, au niveau de ces acteurs :

- une claire compréhension des enjeux du secteur et des mobiles des interventions des États et de leur rôle dans le processus;
- la maîtrise des outils nécessaires à l'analyse de la situation énergétique, au développement du secteur et à son fonctionnement ;
- la prise en compte des énergies renouvelables, secteur en développement au niveau mondial, comme opportunité pour les pays d'Afrique.

3. Public cible

Cette formation s'adresse à des experts des pays de la Francophonie, issus :

- des administrations publiques chargées directement du secteur (ministère de l'énergie) ou concernées et impliquées dans son développement (ministères du plan; de l'économie et des finances; de l'environnement...);
- des institutions et organismes publics spécialisés : autorités de régulation, agences d'électrification rurale, agences de maîtrise de l'énergie, agences de l'environnement;
- des sociétés d'énergie : compagnies d'électricité, compagnies pétrolières et gazières ;
- des bureaux d'études, des organisations non gouvernementales et des associations de consommateurs œuvrant dans le secteur de l'énergie.

4. Dossier de candidature et critères de sélection

Dossier de candidature

Les candidats doivent être ressortissants de pays francophones et issus des Ministères en charge de l'énergie ou des finances, des sociétés d'électricité, régulation ou des structures non gouvernementales évoluant dans le secteur de l'énergie.

Les stagiaires seront choisis sur la base d'un dossier de candidature à remplir dans une plateforme électronique.

Critères de sélection des candidats

Les candidats devront répondre, entre autres, des critères d'admissibilité et d'évaluation ci-après :

- Détenir un diplôme universitaire dans un domaine pertinent ;
- Être impliqué(e) dans le domaine de l'énergie, par sa fonction et/ou par le rôle que son organisme de tutelle joue dans le domaine de l'énergie;
- Présenter une note succincte expliquant en quoi la formation lui est nécessaire et utile dans ses tâches quotidiennes (lettre de motivation).

Pour cette édition 2018, la priorité sera accordée d'abord aux candidats des pays francophones qui acceptent de se prendre entièrement en charge (transport et séjour), ensuite aux candidats qui prendront en charge leurs frais de transport international. Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'IFDD compte octroyer un nombre limité de bourses, destinés aux candidats des pays francophones d'Afrique de l'Est. Ces bourses couvrent les dépenses liées aux coûts pédagogiques, aux frais de séjour et/ou aux frais de transport.

5. Contenu de la formation

- 5.1. Objet et démarche de la politique de l'énergie
- 5.2. Les différentes filières énergétiques et leurs spécificités
- 5.3. Les outils d'analyse, de conception et de mise en œuvre de la politique de l'énergie
- 5.4. Les enjeux spécifiques nouveaux de la politique de l'énergie à considérer dans sa conception
- 5.5. La construction de la politique de l'énergie

Contenu détaillé du cours

I. Mobiles, Objet, démarche et outils de la politique de l'énergie

Objet : *Donner une vue d'ensemble, synthétique, des motivations des acteurs, du processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, et des outils sollicités aux différentes étapes du processus (ces éléments seront repris et détaillés dans la suite du cours).*

1. Les mobiles des interventions de l'état
 - Assurer la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité des économies,
 - Assurer une gestion optimale des ressources naturelles,
 - Protéger les consommateurs
 - Créer les conditions pour internaliser les externalités (prise en compte de l'environnement (polluants, climat...) et des aspects sociaux...)
2. L'objet de la politique de l'énergie
 - Choisir l'évolution du système énergétique la plus apte à répondre aux enjeux du développement durable (économique, social, environnemental)
3. Processus d'élaboration des politiques
 - Identifier un ensemble de futurs possibles
 - Choisir entre ces futurs possibles le futur optimal
 - Déterminer le programme d'action permettant de réaliser le futur choisi

4. Les outils

- Les outils de diagnostic et d'analyse (système d'information, bilan et comptabilité énergétique, diagnostic énergétique)
- Les outils de planification (prévision de la demande, la maîtrise de l'énergie, choix et programmation des investissements)
- Les outils de mise en œuvre (évaluation économique et préparation des projets, prix et tarification, organisation du secteur, système d'information, gestion de l'existant,)

II. Les systèmes et filières énergétiques et leurs spécificités

Objet : *Passer en revue les principales sources d'énergie et leurs caractéristiques propres, les techniques et technologies mises en jeu pour leurs transformations en services aux usagers. Préciser les parts dans les bilans énergétiques globaux et nationaux, et donner une esquisse de la géopolitique de l'énergie*

1. Le pétrole et les produits pétroliers (extraction, transport, raffinage... problème du *peak oil*)
2. Le charbon
3. Le gaz
4. L'électricité (techniques production, gestion du parc de production et tarification...)
5. La biomasse énergie
6. L'énergie photovoltaïque
7. L'énergie éolienne
8. La petite hydroélectricité
9. Autres énergies renouvelables
10. La maîtrise de l'énergie et l'efficacité énergétique, comme sources de Négawatts
11. La géopolitique de l'énergie

III. Les outils de diagnostic et d'analyse

Objet : *Présenter les outils de diagnostic et d'analyse et en développer la maîtrise par des simulations et des exercices pratiques*

1. Les systèmes d'information énergétique
2. Le système de collecte des données
3. Le bilan et la comptabilité énergétique
4. Analyse de la situation énergétique ou diagnostic énergétique

IV. Les outils de planification

Objet : *Présenter les outils de planification et en développer la maîtrise par des simulations et des exercices pratiques*

1. La prévision de la demande et de l'offre
2. La maîtrise de l'énergie et l'efficacité énergétique au cœur du processus de prévision
3. Le choix et la programmation des investissements

V. Les outils de mise en œuvre de la politique énergétique

Objet : *Présenter les outils de mise en œuvre de la politique énergétique et en développer la maîtrise par des simulations et des exercices pratiques*

1. L'évaluation économique et la préparation des projets
2. Systèmes de prix et tarification
3. Organisation du secteur : les cadres institutionnels et réglementaires (réformes, déréglementation, contrats et conventions...)
4. Gestion de l'existant (les problèmes d'exploitation et de maintenance)
5. Les systèmes d'information énergétique
6. Développement des compétences et des capacités
7. Le système de suivi-évaluation des impacts

VI. Enjeux nouveaux : Énergie et développement durable

Objet : *Exposer les liens entre l'énergie et les enjeux de développement durable (développement économique, équilibre écologique, changement climatique, équité sociale et santé) et montrer comment ces enjeux peuvent et doivent être pris en compte par les nouvelles politiques de l'énergie*

1. Impacts environnementaux et sociaux des systèmes et filières énergétiques : revue, enjeux et perspectives
2. Énergie et climat : adapter les systèmes énergétiques aux impacts des changements climatiques en revisitant les politiques de l'énergie;
3. énergie et politique climatique au titre de l'accord de Paris et les Contributions déterminées au niveau national –CDN)
4. Accès aux services énergétiques et lutte contre la pauvreté
5. L'évaluation environnementale stratégique du secteur de l'énergie : Un outil de planification et de développement pour des systèmes énergétiques propres

VII. Construction de la politique de l'énergie

Objet : *Mettre en œuvre les connaissances acquises précédemment pour préparer (simulation) une lettre de politique sectorielle*

1. Présentation et analyse de lettres et de documents de politique de l'énergie (études de cas)
2. Préparation d'une lettre de politique sectorielle (exercice final par équipe-pays)

6. Conférence sur les énergies renouvelables

L'édition 2018 de la « Formation en politique et économie de l'énergie », se déroulera juste avant la Conférence sur les énergies renouvelables à Djibouti, organisé par le Ministère de l'énergie, chargé des ressources naturelles du 21 au 23 octobre 2018. Les candidats qui souhaitent, à leur propre charge, participer à cet événement sont priés de s'adresser à :

Mme **Saida OMAR ABDILLAHI**, Directrice de l'agence djiboutienne de la maîtrise de l'énergie

Tel:(+253) 21 32 33 70 / Courriel : saida.omar.abdillahi@gmail.com

SEMAINE 1 : Formation régionale sur la politique et l'économie de l'énergie (Djibouti ville-Djibouti, du 8 au 19 octobre 2018)

	Lundi 8 octobre	Mardi 9 octobre	Mercredi 10 octobre	Jeudi 11 octobre	Vendredi 12 octobre	Samedi 13 octobre
8:30-10:15	<p>Accueil des participants Ouverture officielle</p> <p>Présentation des participants <i>Introduction de la session</i></p>	<p>Thème 2 : Systèmes et filières énergétiques</p> <p>2.1 Pétrole et gaz : de l'exploration aux usages/ aspects économiques et stratégies dans un contexte de mondialisation <i>M. Mahaman Laouan GAYA, Secrétaire Exécutif Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO)</i></p>	<p>Thème 3: Organisation et Gestion des Systèmes énergétiques</p> <p>3.1 Mondialisation et géopolitique de l'énergie - Réforme du secteur de l'énergie/ Cas de l'électricité : historique, Formes et Impacts <i>M. Mahaman Laouan GAYA Secrétaire Exécutif APPO</i></p>	<p>Thème 4 : Outils de planification et de Gestion de l'énergie</p> <p>4.1 Le bilan énergétique national: un outil de gestion et de planification de l'énergie <i>M. GBANDEY Gbaty Tiadja, Expert consultant</i></p>	<p>4.3 Construire un bilan (Suite de la séance précédente) <i>M. GBANDEY Gbaty Tiadja, Expert consultant</i></p>	<p>Visites techniques: (Lieux à confirmer)</p>
10:15-10:30	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	
10:30-12:30	<p>Thème 0 : Objet et Démarche de la politique énergétique</p> <p><i>Dr Souleymane DIALLO, Expert Consultant</i></p>	<p>2.2 Le Secteur électrique : présentation de filière et aspects économiques/ les spécificités de planification et de gestion de l'électricité <i>Dr Souleymane DIALLO, Expert Consultant</i></p>	<p>3.2 Cas du pétrole et du gaz Cas pratiques en Afrique (processus, Formes et Impacts) <i>M. Mahaman Laouan GAYA Secrétaire Exécutif APPO</i></p>	<p>4.2 Collecte de données et engagement des parties prenantes <i>M. GBANDEY Gbaty Tiadja, Expert consultant</i></p>	<p>4.4 Suite séance précédente <i>M. GBANDEY Gbaty Tiadja, Expert consultant</i></p>	
12:30-14:00	<i>Déjeuner</i>	<i>Déjeuner</i>	<i>Déjeuner</i>	<i>Déjeuner</i>	<i>Déjeuner</i>	
14:00-15:45	<p>Thème 1 : Énergie & développement durable</p> <p>1.1 Energie et enjeux actuels de développement <i>Secou SARR, Enda Energie</i></p>	<p>2.3 La biomasse énergie et Biocarburants : une présentation de filières & revue des politiques passées et présentes <i>Dr Souleymane DIALLO, Expert Consultant</i></p>	<p>3.3 Modèles d'organisation du secteur de l'énergie après les réformes <i>M. Mahaman Laouan GAYA Secrétaire Exécutif APPO</i></p>	<p>4.3 Construire un bilan : exemple pratique <i>M. GBANDEY Gbaty Tiadja, Expert consultant</i></p>	<p>4.5 Analyse des bilans pour la politique énergétique Exercice <i>M. GBANDEY Gbaty Tiadja, Expert consultant</i></p>	
15:45-16:00	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	
16:00-17:30	<p>1.2 Approche Multisectorielle de la planification énergétique <i>Secou SARR, Enda-Energie</i></p>	<p>2.4 Énergies renouvelables : spécificités des filières et aspects économiques <i>1 Expert national (à choisir)</i></p>	<p>Table ronde : Transition énergétique : Enjeux et perspectives</p>	<p>4.3 Construire un bilan (Suite de la séance précédente) <i>M. GBANDEY Gbaty Tiadja, Expert consultant</i></p>	<p>4.5 Analyse des bilans pour la politique énergétique Exercice (suite) <i>M. GBANDEY Gbaty Tiadja, Expert consultant</i></p>	

SEMAINE 2 : Formation régionale sur la politique et l'économie de l'énergie (Djibouti ville-Djibouti, du 8 au 19 octobre 2018)

	Lundi 15 octobre	Mardi 16 octobre	Mercredi 17 octobre	Jeudi 18 octobre	Vendredi 19 octobre	Samedi 20 octobre
8:30-10:15	<p>Thème 5 : Énergie, Environnement et développement durable</p> <p>5.1 Impacts environnementaux des systèmes énergétiques : Revue, enjeux et perspectives <i>M. Hervé AZEMTSA, Expert Consultant</i></p>	<p>Thèmes 6 : Efficacité énergétique</p> <p>6.1 L'efficacité énergétique : définition et concept <i>Dr Didier BOSSEBOEUF, ADEME</i></p>	<p>Thème 7 : Prévission de l'Offre et de la Demande</p> <p>7.1 Approche économétrique, technico-économique et par scénarios <i>M. Libasse BA, Enda-Énergie</i></p>	<p>Thème 8 : Financement : Introduction</p> <p>8.1 Mécanismes Innovants de financement du secteur de l'énergie <i>Sécou SARR, Enda-Énergie</i></p>	<p>Thème 10 : Construire une politique énergétique</p> <p>10.1 Conception et formulation des politiques énergétiques <i>Mme Maryse LABRIET, Expert Consultant</i></p>	Cérémonie de Clôture
10:15-10:30	Pause	Pause	Pause	Pause	Pause	Pause
10:30-12:30	<p>5.2 Énergie et Climat : enjeux actuels <i>M. Hervé AZEMTSA, Expert Consultant</i></p>	<p>6.2 Panorama mondial de l'efficacité énergétique et perspectives Africaines <i>Dr Didier BOSSEBOEUF, ADEME</i></p>	<p>7.2 La maîtrise de la demande de l'énergie : concepts et mise en œuvre 7.3 Le modèle de planification LEAP : présentation <i>M. Libasse BA, Enda-Énergie</i></p>	<p>8.2 Etude de Cas : Mécanisme de facilitation de transfert de technologies climatiques <i>M. Libasse BA, Enda-Énergie</i></p>	<p>10.2 Élaboration d'un plan énergétique : processus, résultats et mise en œuvre <i>Mme Maryse LABRIET, Expert Consultant</i></p>	Conférence de Presse
12:30-14:00	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
14:00-15:45	<p>5.3 L'évaluation environnementale stratégique : Un outil de planification et de développement pour des systèmes énergétiques propres <i>M. Hervé AZEMTSA, Expert Consultant</i></p>	<p>6.3 les données nécessaires pour le suivi de l'efficacité énergétique et Les enquêtes de consommations <i>Dr Didier BOSSEBOEUF, ADEME</i></p>	<p>7.4 Démonstration du modèle LEAP <i>M. Libasse BA, Enda-Énergie</i></p>	<p>Thème 9 : Genre et énergie : Portée du concept et place dans la planification énergétique <i>(À préciser)</i></p>	<p>10.3 Élaboration d'un plan énergétique : processus, résultats et mise en œuvre <i>Mme Maryse LABRIET, Expert Consultant</i></p>	
15:45-16:00	Pause	Pause	Pause	Pause	Pause	
16:00-17:30	<p>5.3 Evaluation environnementale stratégique <i>M. Hervé AZEMTSA, Expert Consultant</i></p>	<p>6.4- Efficacité énergétique dans les modèles de prévisions de la demande d'énergie <i>Dr Didier BOSSEBOEUF, ADEME</i></p>	<p>7.5 Démonstration du modèle LEAP (Suite) <i>M. Libasse BA, Enda-Énergie</i></p>	<p>Panel : Retour d'expériences de la prise en compte du genre dans les politiques <i>(À préciser)</i></p>	<p>10.4 Élaboration d'un plan énergétique : processus, résultats et mise en œuvre <i>Mme Maryse LABRIET, Expert Consultant</i></p>	



L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage de valeurs communes et d'une langue, le français. Elle rassemble à ce jour 84 États et gouvernements dont 54 membres, 4 membres associés et 26 observateurs. Le Rapport sur la langue française dans le monde en 2014 établit à 274 millions le nombre de locuteurs du français.

Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans le cadre de ses quatre missions :

- la langue française et la diversité culturelle et linguistique ;
- la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ;
- l'éducation et la formation, et
- le développement durable et la solidarité.

Dans ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes ainsi qu'aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale de la Francophonie dirige l'OIF, est responsable de l'animation de la coopération multilatérale francophone, et conduit l'action politique de la Francophonie dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. S.E. Madame Michaëlle Jean a été désignée Secrétaire générale de la Francophonie par les Chefs d'État et de gouvernement réunis fin novembre 2014 à Dakar lors du XV^e Sommet de la Francophonie. Elle est en poste depuis janvier 2015.

58 États et gouvernements membres

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Royaume de Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • République centrafricaine • Chypre • Comores • Congo • République démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • Ex-République yougoslave de Macédoine • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Principauté de Monaco • Niger • Nouvelle Calédonie • Qatar • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

26 observateurs

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada-Ontario • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • République dominicaine • Émirats arabes unis • Estonie • Géorgie • Hongrie • Kosovo • Lettonie • Lituanie • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Serbie • Slovaquie • Slovénie • République tchèque • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris (France)

Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

www.francophonie.org



L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) a 30 ans, est un organe subsidiaire de l'OIF, et est installé à Québec.

À l'origine dénommé *Institut de l'Énergie des Pays ayant en commun l'usage du Français (IEPF)*, l'IFDD est né en 1988 peu après le II^e Sommet de la Francophonie, tenu à Québec en 1987. Sa création faisait suite aux crises énergétiques mondiales et à la volonté des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones de conduire une action concertée visant le développement du secteur de l'énergie dans les pays membres. En 1996, l'Institut inscrit les résolutions du Sommet de la Terre de Rio-1992 comme fil directeur de son action et devient *l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie*. Et en 2013, à la suite de la Conférence de Rio+20, il prend la dénomination *Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)*.

Sa mission est de contribuer à :

- la formation et au renforcement des capacités des différentes catégories d'acteurs de développement des pays de l'espace francophone dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement pour le développement durable ;
- l'accompagnement des acteurs de développement dans des initiatives relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de développement durable ;
- la promotion de l'approche développement durable dans l'espace francophone, et
- l'établissement et la consolidation de partenariats dans les différents secteurs de développement économique et social, notamment l'environnement et l'énergie, pour le développement durable.

L'action de l'IFDD s'inscrit dans le Cadre stratégique de la Francophonie, au sein de la mission D « Développement durable, économie et solidarité » et de l'Objectif stratégique 7 « Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 et des Objectifs du développement durable ».

L'Institut est notamment chef de file des deux programmes suivants de la programmation 2015-2018 de l'OIF, mis en œuvre en partenariat avec d'autres unités de l'OIF :

- Accroître les capacités des pays ciblés à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies régionales nationales et locales de développement durable, inclusives, participatives et axées sur les résultats, aux niveaux régional, national et local;
- Renforcer les capacités des acteurs francophones en vue d'une participation active aux négociations et décisions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable, ainsi que leur mise en œuvre.

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE (IFDD)

56, rue Saint-Pierre, 3e étage, Québec (Québec), G1K 4A1, Canada

Téléphone : +1 418 692 5727

Télécopie : +1 418 692 5644

ifdd@francophonie.org

www.ifdd.francophonie.org

www.mediaterre.org

www.francophonie.org